



LE NOUVEL ESPRIT PUBLIC

Philippe Meyer

SYNTHÈSE ANALYTIQUE DE L'ÉPISODE N°213 (3 OCTOBRE 2021)

LES VERTS DANS LE GRAND BAIN ET L'ALLEMAGNE EN CONCILIABLES

LES VERTS DANS LA DOUBLE PERSPECTIVE DE CE QUE DEVIENT LEUR MOUVEMENT ET DE SA PLACE DANS LE BARNUM DE LA GAUCHE

Introduction

Philippe Meyer :

Yannick Jadot a remporté la primaire d'Europe-écologie les Verts face à l'économiste Sandrine Rousseau, avec 51,03 % contre 48,97 %. Le moteur de leur campagne des primaires a été la contestation globale du système. Le dogme de la croissance a été questionné, des thèmes comme l'écoféminisme, le wokisme, l'intersectionnalité, ont été portés sur le devant de la scène par Sandrine Rousseau, pour qui le combat écologique est devenu également une lutte contre le système patriarcal et une tentative d'enrôler les minorités discriminées. « *Il y a un effet de mode indubitable* », analyse Pascal Perrineau, pour qui Sandrine Rousseau « *a inséré l'écologie dans l'idéologie woke* ». « *Cela lui a donné un côté branché et iconoclaste, qui lui a quand même permis de ringardiser ses adversaires* », analyse-t-il. « *Son échec à la primaire ne marque pas la fin de cette mode politique. Ces idées continueront à travailler la gauche* ».

En désignant Yannick Jadot, les Verts soutiennent leur candidat le mieux placé dans les sondages d'une présidentielle. En 2011 le choix d'Eva Joly plutôt que Nicolas Hulot ne leur avait valu que 2,3 % lors du scrutin de 2012. Leur meilleur score à une élection présidentielle a été celui de Noël Mamère en 2002 avec 5,5 % des suffrages. Entre 1997 et 2002, puis de 2012 à 2014, les Verts ont eu des postes au gouvernement, mais jamais dans les ministères dits régaliens ou à l'économie. Il y a cinq ans, Yannick Jadot s'était rangé derrière le socialiste Benoît Hamon qui n'avait obtenu que 6,35% des voix. Cette fois, il jure qu'il tiendra, quoi qu'il en coûte. Depuis leur succès aux élections européennes de 2019 (13,5 %) et leur victoire à Grenoble, Lyon, Bordeaux ou Strasbourg en 2020, les écologistes constatent que le Parti

socialiste est à la peine, et estiment qu'ils seraient en mesure de prendre le leadership sur la gauche.

Toutefois, au vu de la proximité des électorats Jadot-Hidalgo, l'écologiste prédit : « *Si on a un candidat qui défend une écologie sociale et une candidate qui défend la social-écologie, les gens vont nous jeter des cailloux* ». Pour la France insoumise, qui espère récupérer les électeurs déçus de Sandrine Rousseau, plutôt que d'écologie politique, on préfère parler du dernier sondage Harris Interactive, plaçant Jean-Luc Mélenchon à 13 % d'intentions de vote, contre 6 % pour Yannick Jadot, au coude-à-coude avec Anne Hidalgo créditée de 7%. Pour les présidentielles de 2022, la gauche alignera au total sept candidats contre quatre en 2017.

Kontildondit

Lucile Schmid :

Les chiffres des résultats font penser à un second tour d'élection présidentielle, à ceci près que cette fois, ce sont environ 100 000 personnes qui ont voté, plutôt que 45 millions. On voit que les choses se jouent au millimètre, entre une écologie pragmatique de gouvernement, et une autre où les thèmes féministes l'ont largement emporté sur des descriptions de politiques environnementales.

Au moment où nous enregistrons, Sandrine Rousseau a déjà capitalisé sur ce résultat très serré en déclarant qu'à moins que Yannick Jadot ne reprenne l'intégralité de ses thèmes, elle ne le soutiendrait pas. A l'issue de cette primaire, on ne sait pas vraiment au fond s'il y a entre les deux finalistes une vraie différence de programme, ou simplement de tempérament. Comme l'ont régulièrement rappelé les Verts, les différents candidats sont censés avoir fait campagne sur un socle qui leur était commun à plus de 80%. Cela nous ramène à une traditionnelle difficulté des Verts (liée à une certaine forme de gauchisme) : lorsqu'on désigne un candidat, celui-ci a une certaine latitude pour élaborer son programme. Avec une victoire aussi serrée, on se demande si Yannick Jadot disposera d'un marge de manœuvre par rapport aux

Verts, notamment en ce qui concerne une éventuelle alliance avec Anne Hidalgo, alliance qu'il entend diriger.

Deuxième point important : les Verts aspirent désormais à prendre la place du Parti Socialiste, mais en ont-ils les moyens ? Évidemment, le PS est à la peine au niveau national, mais je rappelle qu'il s'en est bien sorti au niveau régional, car les implantations locales sont fortes, et les socialistes ont fait la preuve de leur capacité à gouverner dans les territoires. Je rappelle également que jusqu'à présent, les Verts n'ont jamais été capables d'emporter des exécutifs : ils ont certes davantage de conseillers régionaux, mais restent dans la position d'alliés, pas de dirigeants. Quant aux européennes, il ne s'agit pas d'un rôle exécutif ; quand M. Jadot y fait 13,5%, c'est dans une élection régulièrement considérée en France comme secondaire (même si Emmanuel Macron en a fait une élection importante).

Jean-Luc Mélechon réussit à être autour de 13% dans un sondage récent, sans doute à la faveur de son débat face à Eric Zemmour il y a quelques jours. C'est sans doute parce que le candidat de La France Insoumise a un programme, élaboré au cours d'un processus dit « participatif » : 42 points qu'il propose à la gauche. Au PS et chez les Verts en revanche, on ne voit qu'un affrontement de personnalités. Du côté d'Anne Hidalgo, à part une proposition phare (doubler le salaire des professeurs) à laquelle personne ne croit réellement, on ignore le programme. Cette bataille des personnalités occulte la question d'un programme commun à gauche, alors même que le sujet qui est devant nous est celui des législatives. Que peut-il s'y passer ? Yannick Jadot a passé sa campagne à nous faire croire (en vain, à mon avis) qu'il allait être président de la République. Comment pourrait-il se poser en leader de la gauche ? C'est une question qui a été soulevée par le candidat communiste Fabien Roussel, qui a rappelé lors de la fête de l'Huma combien cette question des législatives était centrale. Il me semble que c'est en tous cas plus important que la bataille des personnalités. L'égotisme, si fréquent en politique, pourrait bien ruiner l'espoir de Yannick Jadot d'un ralliement de la part d'Anne Hidalgo. Benoît Hamon n'était pas un candidat aussi installé dans le système que ne l'est Hidalgo. Si elle se

ralliait au candidat Vert, qu'est-ce que cela signifierait pour son avenir politique personnel, notamment à la mairie de Paris ? C'est un point qui mérite d'être souligné.

Philippe Meyer :

Je trouve le sort fait à Fabien Roussel très injuste : voilà quelqu'un qui a des idées claires sur beaucoup de sujets, et qui n'est invité à peu près nulle part ...

Matthias Fekl :

C'est vrai qu'il dit des choses sensées et sur un ton posé, mais justement, n'étant pas dans la surenchère ou la petite phrase assassine, ses propos ont du mal à passer la rampe médiatique ... C'est regrettable, mais malheureusement c'est aussi à l'image du débat public aujourd'hui.

Pour en revenir à l'écologie, dont les idées sont en passe de devenir majoritaires dans la société (tout le monde est aujourd'hui conscient de l'urgence climatique, de la situation de la biodiversité et du besoin de transformer nos vies et nos économies), les partis politiques se revendiquent désormais presque tous de ces idées. Et pourtant, dans le même temps, le mouvement écologiste est tenté de se replier sur lui-même. Il me semble que ce qui s'est joué dans cette primaire et sans doute dans la présidentielle qui vient, c'est le devenir de ce sentiment écologiste : ces idées passeront-elles par un parti écolo, où fleuriront-elles ailleurs, avec d'autres gens ?

Parce que ce repli dogmatique, qui confine parfois au sectarisme, et qui s'accompagne d'une façon de parler incompréhensible pour 99% des gens, pose problème quand on veut s'adresser à un large spectre électoral ou sociologique. Mais la politique c'est aussi cela : convaincre les gens. C'est ce qu'ont réussi les Verts allemands, cette mue a eu lieu chez eux, les Verts y sont un parti de gouvernement, qui assume les réalités, et ne se cache pas derrière son petit doigt en permanence. Je pense que c'est aussi en cela que la présidentielle sera intéressante, et que la

candidature de Yannick Jadot ne pourra pas écarter la question de cette possible mue. Lui-même vient de l'activisme et du monde des ONG, qui ont fait avancer beaucoup de choses dans le combat politique mais ne sont pas des structures de gouvernement. Faire bouger les mentalités par son engagement pour une cause n'est pas la même chose qu'exercer un pouvoir d'Etat. Mais il semble que le candidat des Verts a cette volonté de convaincre, on l'a vu quand il s'est adressé au monde économique lors de la rentrée du MEDEF. Je crois que c'est cela qui s'est joué dans cette élection primaire, mais aussi dans les municipalités. Dans les villes où les Verts ont gagné, que se passera-t-il ? Pour l'instant la question est un peu biaisée car dans certaines communes très importantes, des débats complètement farfelus occultent tout le reste : le Tour de France, les sapins de Noël, etc. Au delà de ces polémiques un peu navrantes, il faut laisser du temps, on verra en fin de mandat. Les Verts réussiront-ils à faire des villes qu'ils gouvernent des laboratoires de transformations concrètes ? Au début des années 1980, ce sont les municipalités qui ont joué un rôle décisif pour la gauche dans sa transformation en force de gouvernement. En ira-t-il de même pour les écologistes ?

Michaela Wiegel :

J'ai été assez étonnée de la forte participation à ces primaires écologistes. Elles ont suscité bien plus d'intérêt que les précédentes il y a cinq ans. Je pense que la polarisation qui s'est incarnée entre les deux finalistes a en quelque sorte rejoué la bataille entre les « *réalo* » et les « *fundi* » allemands. Cela a en tous cas provoqué un grand intérêt, ce qui n'est pas un mauvais signe. Les Républicains par exemple ne tablent que sur 40 000 adhérents pour désigner leur candidat.

Ce résultat si serré est à mon avis la suite directe de cet essai des municipales, non transformé aux régionales. Matthias rappelait les polémiques un peu consternantes, mais je ne suis pas sûre qu'elles aient été mises en avant par les maires, il me semble qu'elles viennent plutôt des perdants, qui ont voulu faire des Verts des épouvantails. Mais au jour le jour, les choses ne semblent pas si mal se passer. Quand on va à

Bordeaux par exemple, on constate de petits changements, mais l'impression qui domine est tout de même celle d'une continuité, pas d'une rupture brutale. Le tournant vert n'est pas venu pas d'un maire Europe-écologie, mais la plupart du temps des maires précédents. Je pense que ces maires écologistes peuvent apporter quelque chose de précieux : une expérience de terrain, qui a cruellement manqué aux Verts français jusqu'ici, par rapport à leurs homologues allemands par exemple.

Jean-Louis Bourlanges :

Je me rappelle qu'au moment des élections régionales et départementales, la plupart des observateurs estimaient qu'il y avait deux leçons à tirer des élections : d'une part un effritement très sensible de Marine Le Pen et du RN, et d'autre part une très bonne résistance des partis traditionnels (LR et PS). Je trouvais pour ma part qu'on oubliait la progression très forte des Verts. Ils avaient augmenté leur score à peu près partout. Alors bien sûr il y a eu toutes ces polémiques, dont le moins qu'on puisse dire est qu'elles laissent perplexe (je pense à la proposition de ce candidat de Strasbourg, de faire cohabiter les êtres humains et les punaises de lit ...). Rien n'a manqué aux Verts dans l'anti-communication, ils ont tout fait pour être horripilants. Et malgré cela, ils ont progressé très significativement.

On peut certes toujours compter sur les Verts pour se tirer des balles dans le pied, et je ne pense pas qu'ils parviendront à conquérir la présidence de la République à la prochaine élection. Pourtant, ils sont tout de même en position forte. D'abord parce que leur enjeu est central, absolument fondamental et renforcé par chaque nouveau rapport du GIEC. Ensuite parce qu'ils ont une clientèle : tous les moins de 45 ans sont très sensibles à ces questions. Enfin, parce que cet enjeu est source de clivage, or le clivage est ce qui structure le paysage politique.

Il restait au chameau à passer par le chas de l'aiguille des primaires. Globalement, la plupart des commentateurs donnaient Jadot battu au premier tour, puisque trois électeurs écologistes sur quatre étaient sur une ligne différente de la sienne. Or, il a réussi à dépasser cette espèce de malédiction et à franchir cette étape. Pourquoi ? Il

me semble que le fait d'avoir des élus a beaucoup compté. Exercer des responsabilités aide à anticiper (notamment les législatives) et à ne pas s'égarer dans des tactiques trop radicales et suicidaires d'un point de vue électoral. Et l'importance de l'enjeu écologique a relativisé l'importance des autres enjeux, notamment ceux portés par Sandrine Rousseau, tous les thèmes « woke » éloignés des questions environnementales.

Que fera Yannick Jadot de sa victoire ? Il pose un réel problème aux socialistes ; pour eux le leadership idéologique et politique est d'essence « verte » (mais pas forcément chez les Verts). L'avenir de la gauche passera par un rôle majeur donné aux écologistes. Avec d'un côté les thèmes un peu extrémistes de la *cancel culture*, plus ou moins récupérés par le mélenchonisme (Jean-Luc Mélenchon est visiblement mal à l'aise sur ces questions), de l'autre les enjeux écologiques.

En matière politique, la dernière chose dont on a besoin est d'extrémisme écologique. Car les changements strictement nécessaires sont déjà si forts, vont déjà être si difficiles à faire passer, supposent des modifications de nos comportements si radicales, qu'aller plus loin serait un repoussoir absolu. Le grand problème est de ne pas détruire le système politique, économique et social au passage. Si Jadot veut gagner, il doit incarner une transition réaliste entre les deux systèmes. C'est pourquoi le problème des législatives sera délicat : il aura un parti dont les candidats à la députation seront très radicaux, alors qu'il aura besoin de préfigurer ce que sera demain une majorité écologiste de gouvernement.

Lucile Schmid :

Je rappelle que les Verts ont toujours fait des scores très faibles à la présidentielle. Le moins mauvais d'entre eux fut Noël Mamère avec 5,2% en 2002, l'année où Lionel Jospin fut éliminé au premier tour. Cela reste un traumatisme très important entre les écologistes et les socialistes.

Aujourd'hui Yannick Jadot est crédité de 6% ou 7% des voix. L'hypothèse de sa présence au second tour ne devient crédible que grâce à une dynamique d'alliance

avec Anne Hidalgo. Mais comme personne ne voit comment les ralliements pourraient s'opérer, le vrai sujet c'est l'émiettement de la gauche, avec ces sept candidats. Quant aux questions sociales, elles sont l'une des grandes faiblesses des Verts. Je ne crois pas qu'ils puissent du jour au lendemain se métamorphoser en ce qu'était le PS, c'est à dire un grand parti de gouvernement.

Matthias se demandait si les idées écologistes se diffuseraient ailleurs, passeraient par d'autres canaux. Je me demande pour ma part si le socialisme se diffusera ou se recomposera. La question est posée à l'ensemble des partis politiques : il n'y a plus que des personnalités, plus ou moins crédibles et intègres, mais plus de structures aptes à porter une idéologie.

La force de Yannick Jadot vient peut-être du fait qu'il a très peu parlé durant la primaire. Contrairement à ses quatre rivaux, on ne sait pas très bien ce qu'il voulait dire, à part le fait qu'il s'estimait capable de gouverner. Cela lui a laissé les mains libres en termes de programme (ce qui n'est peut-être pas si mal) mais on sait qu'il peut à tout moment être saisi de la radicalité des Verts. Comment s'émancipera-t-il d'un parti qui voudra sans doute lui dicter un programme trop extrême ? Et puis il y a l'anti-macronisme, qui structure la présidentielle. Jadot a été qualifié de « Macron-compatible » à plusieurs reprises pendant cette campagne, il s'en est vivement défendu. On sait qu'Emmanuel Macron est très bien placé dans la course à la présidentielle. On pourrait imaginer une éventuelle cohabitation. Comment incarner à la fois cette opposition résolue et cette stature de possible Premier ministre de cohabitation ? C'est un enjeu de la campagne qui s'annonce, car personnellement, je doute que Yannick Jadot remporte la présidentielle.

Philippe Meyer :

Peut-être le problème de la radicalité a-t-il été réglé avec l'élimination de Sandrine Rousseau ? Elle n'a pas encore fourni la liste détaillée de ses demandes, mais il semble que c'est plutôt vers Mélenchon que se porteront ses voix ...

Jean-Louis Bourlanges :

Ne nous y trompons pas, je ne crois absolument pas que les Verts soient en position de remporter la présidentielle. Si l'on veut les comparer au PS, ils sont dans la situation de 1965 plutôt que de 1981. Ce que Jadot peut faire ou préparer, c'est un leadership idéologique, il s'agit d'installer les thèmes écologiques comme centraux dans l'élection. Si cela ne fonctionne pas, il pourra être récupéré par Macron, mais si ça marche (ce qui me paraît plus probable), il pourra peu à peu tisser une coalition politique. C'est un processus à long terme, c'est tout.

Lucile Schmid :

Sauf que pour le parti le plus préoccupé par l'urgence climatique et scientifique, une telle tactique de long terme n'est pas envisageable.

L'ALLEMAGNE EN CONCILIABULES

Introduction

Philippe Meyer :

En Allemagne, aux élections législatives du 26 septembre, le Parti social-démocrate (SPD) a remporté 25,7 % des voix, contre 24,1 % à l'union du centre droit et de la droite CDU-CSU. Pour la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale, ni le SPD ni la CDU n'ont réussi à réunir plus de 30 % des suffrages. Aucun des deux partis ne pouvant gouverner seul, les Verts qui ont recueilli 14,8% un score bien plus élevé qu'en 2017 (8,9%) et les Libéraux 11,5% pourraient devenir les faiseurs de roi en décidant de s'allier avec le SPD ou avec la CDU-CSU. Les partis radicaux comme l'AfD (extrême droite) avec 10,3 % des voix, soit 2,3 points de moins qu'en 2017 et Die Linke (gauche radicale) 4,9 % ont été mis hors-jeu.

« Les électeurs ont renforcé trois partis : le SPD, les verts et le FDP. Ces trois partis doivent gouverner l'Allemagne », a déclaré le chef des sociaux-démocrates, Olaf Scholz. Le dirigeant de la CSU, Markus Söder, a reconnu qu'Olaf Scholz a désormais

« *plus de chances de devenir chancelier* », se démarquant de son homologue chrétien-démocrate de la CDU, Armin Laschet, qui souhaite toujours tenter de succéder à Angela Merkel. Après les législatives de 1969, 1976, et 1980, c'est le candidat du SPD qui avait été élu chancelier, malgré sa défaite face à la CDU-CSU.

Plusieurs scénarios de coalitions sont aujourd'hui sur la table. D'abord, une alliance « *jamaïcaine* » (vert, jaune, noir) entre les Verts, les libéraux du FDP (jaune) et les conservateurs de la CDU (noir). Une coalition « *feux tricolores* » (rouge, jaune, vert) SPD, FDP et Verts à laquelle pourraient faire obstacle les différences idéologiques entre ces trois formations sur les questions de l'imposition, de la dette et du déficit. La troisième option reste celle choisie lors des élections législatives en 2017 : une « *grande coalition* » des deux principaux partis, le SPD et la CDU-CSU. La constitution allemande ne fixe aucun délai pour former un gouvernement. En 2017, il avait fallu six mois à Angela Merkel pour finaliser sa « grande coalition ». Le nouveau Parlement doit se réunir au plus tard dans les 30 jours qui suivent l'élection fédérale, ce qui marque la fin du mandat du chancelier en place. Le Conseil des sages du Bundestag a ainsi fixé sa prochaine assemblée au 26 octobre. Si aucune coalition n'est formée à cette date, Angela Merkel deviendra chancelière par intérim. De longues négociations gages de représentativité et de solidité comme le rappelle Mathieu Gallard directeur de recherches à l'Ipsos : « *les coalitions allemandes représentent environ 50% des électeurs là où en France 32% des voix au 1er tour des législatives ont permis à LREM et ses alliés de gouverner seuls. Et si les coalitions allemandes sont difficiles à monter, elles le sont encore plus à défaire : elle durent 4 ans, là où un Premier ministre français tient en moyenne 2 ans et 10 mois.* »

Kontildondit

Matthias Fekl :

La première leçon des élections, qu'elles soient allemandes ou non, est que rien ne se passe comme prévu. Il y a quelques mois encore, on pronostiquait avec une quasi-

certitude une victoire des conservateurs, un déclin inéluctable des socio-démocrates, et l'installation des écologistes en position de challenger unique. On pensait, au moment de la désignation de la candidate écologiste Annalena Baerbock, qu'il était même possible qu'une écologiste devienne chancelière.

Où en sommes nous désormais ? On constate d'abord une perte de vitesse très importante des conservateurs après les 16 années de Mme Merkel, ainsi qu'une remontée des socio-démocrates. Leur candidat a fait campagne sur des thèmes de justice sociale dans une Allemagne certes plus compétitive mais aussi plus inégalitaire.

Malgré la remontée des socio-démocrates, on constate une baisse indéniable des *VolksParteien*, les grands partis populaires qui fédéraient jusqu'alors près des deux tiers de l'électorat. Cela semble terminé. Il semble y avoir désormais une forme de morcellement du paysage politique. Un quadripartisme semble installé, dont différentes formes de coalition peuvent découler.

Que va-t-il se passer maintenant ? Cela nous surprend beaucoup en France d'apprendre que les discussions vont peut-être durer des mois, avant d'aboutir à un gouvernement. A en croire certaines analyses de la presse, l'Allemagne serait entrée dans une phase d'incertitude, ne serait pas démocratique car les petits partis y sont décisifs, etc. Je crois tout le contraire. Il va y avoir des discussions solides sur le fond, au terme d'une campagne de qualité, qui a vu peu d'invectives ou d'injures. Pour un Français, les débats peuvent y paraître ennuyeux, tant ils portent sur le fond, et sont dénués du cirque auquel nous sommes habitués. De ce débat sortira une coalition, dont j'ignore la composition, mais dont je sais qu'elle aura identifié les intérêts du pays et qu'elle sera solide. En France, un contrat de coalition est un machin griffonné à la va-vite sur un coin de nappe à la fin d'un dîner, du type : « tel poste est confié à untel si telle idée est mise en avant ». En Allemagne, le dernier contrat de coalition date d'il y a quatre ans. Il fait plus de 70 pages, et comporte des dizaines de mesures, ainsi qu'un calendrier ... Ces discussions très longues aboutissent à quelque chose de solide, ainsi qu'à une appropriation des débats politiques par le plus grand nombre.

En France, quel que soit le président en place, il gouverne en réalité avec un socle politique d'environ 25%.

Quel impact aura ce processus de construction gouvernementale sur la France et sur l'Union Européenne ? En réalité, je crois que savoir qui sera au pouvoir en Allemagne ne fait pas pour nous une grande différence. Il y a chez les socio-démocrates des gens très réticents en matière économique, à propos de la dette, etc. Olaf Scholz s'est à plusieurs reprises montré plus timide que la chancelière sur ces questions. Une chose risque d'être compliquée à court terme cependant : la préparation et le déroulement de la présidence française de l'UE. Si les discussions de coalition traînent en longueur, on va finir par se demander à quel interlocuteur s'adresser pour tester et valider des hypothèses, à un moment où l'Europe a besoin de s'approfondir pour aller de l'avant.

Lucile Schmid :

Je suis également assez admirative de la qualité de ces préparatifs de coalition. J'ai personnellement vécu les négociations entre les Verts et les socialistes français, c'était un peu plus que le coin de table qu'évoquait Matthias, mais effectivement, c'était réglé en une nuit. Chacun repartait avec sa version de l'accord, et les sujets qui fâchent, du nucléaire à Notre-Dame des Landes, avaient tous été soigneusement écartés.

J'imagine mal qu'il en aille de même en Allemagne, où des centaines de personnes sont impliquées dans ce processus, et où le régime parlementaire est ainsi fait que la coalition doit être approuvée au Bundestag, puis par les partis. Ce côté procédural est donc assez fascinant, en ce qu'il entraîne cette solidité politique.

Je partage un souvenir personnel pour éclairer cette comparaison. En 2014, chez les Verts français, Cécile Duflot avait décidé sur un coup de tête de sortir du gouvernement. Il y avait un bureau exécutif au sein du parti, dont j'étais membre, et qui comptait 15 personnes, largement des apparatchiks. Bien qu'étant censée être à gauche des Verts, j'étais pourtant la seule à dire qu'on ne sortait pas comme ça d'un

gouvernement. Ce n'est qu'une fois la décision prise que les députés écologistes de l'Assemblée nationale ont eu le droit de participer ... Vous comprenez donc que le processus allemand m'intéresse ! Ce genre de comparaison plaide en faveur d'un régime parlementaire, c'est en tous cas l'une de mes convictions.

Pour ce qui est des faiseurs de rois, j'ai trouvé très intéressant le comportement du leader du FDP (parti libéral-démocratie). Il a dit aux Verts : « voyons-nous avant, car au fond nous sommes ceux qui avons le plus de divergences ». En effet, le FDP souhaite une réduction des impôts, tandis que les Verts veulent au contraire une augmentation des dépenses publiques, pour financer l'adaptation au changement climatique. C'est précisément le contraire de ce qui se passe ici : en Allemagne, plus on est éloigné, moins on met les questions qui fâchent de côté. En France, on se contente de théâtraliser les antagonismes et les clivages. C'est ce qui me fascine dans la façon allemande de faire de la politique : comment met-on en œuvre ce qu'on arbore à la télévision ? Il s'agit de sortir de la pensée magique.

Dans ces négociations de coalition allemandes, il y a également l'obligation de considérer le financement des idées et des projets qu'on met en avant. Cependant, si l'obsession budgétaire permet sans doute de construire quelque chose de concret, elle peut aussi être une limite. Comment établir une perspective alors qu'il va falloir faire des investissements massifs, et que les Verts vont jouer un rôle très central au gouvernement ?

Michaela Wiegel :

C'est aussi ce que je voulais souligner : les libéraux et les Verts ont en quelque sorte pris l'initiative de commencer les négociations. C'est très inhabituel. On peut le comparer à ce qui s'est passé il y a quatre ans : c'est la chancelière qui avait alors invité les Verts et la FDP, et cela n'avait pas fonctionné ... Même dans la démocratie parlementaire à l'allemande, les discussions politiques sont parfois houleuses ! Il y a eu en Allemagne un saut de génération. Après une chancelière qui n'avait pas de compte Twitter, on est désormais dans l'âge digital. La première photo des

négociations de coalition est parue sur Instagram, elle comporte les quatre acteurs principaux (deux Verts, deux FDP), et on aurait d'abord pu croire qu'il s'agissait d'un groupe de musique, trois femmes et un homme plutôt jeunes. Cette image de l'avenir a imprégné le public allemand.

Cette démarche commence déjà à porter des fruits semble-t-il : par exemple les Verts allemands ne souhaitent pas limiter la vitesse sur les autoroutes allemandes. C'est assez caractéristique du nouvel état d'esprit. Il faut également souligner le rôle d'Olaf Scholz. Pour ma part, je doute fortement que la victoire serrée du SPD annonce un nouvel âge d'or des partis socio-démocrates. Je crois que ce score est largement dû à la personne de Scholz, les sondages montrent que tous les Allemands, même les conservateurs, l'imaginent en chancelier plus volontiers qu'Armin Laschet. Scholz a eu l'intelligence de se positionner en véritable héritier de Merkel, et a réellement réussi à paraître pour la majorité des Allemands comme étant le véritable continuateur de sa politique. Olaf Scholz est tout en retenue : il se réjouit par exemple des négociations préliminaires des Verts et du FDP. Si je devais parier aujourd'hui, je miserais sur une coalition « feu tricolore », et j'oserais même dire que les négociations iront plus vite que prévu.

Jean-Louis Bourlanges :

Je commencerai par évoquer un souvenir à propos des coalitions à la française. Alors qu'on bâtissait un programme gouvernemental, Pierre Méhaignerie, centriste toujours très soucieux du fond, avait dit à Chirac : « il faudrait, cher Jacques, définir les orientations ». Et Chirac de lui répondre, superbe, en lui passant une feuille blanche : « t'écris ce que tu veux ».

A propos du souvenir qu'a évoqué Lucile à propos des Verts, je crois qu'ils ne faisaient que s'aligner sur la tradition socialiste française depuis l'affrontement entre Jules Guesde et Jean Jaurès : c'est le groupe parlementaire qui est au service du parti, et pas l'inverse. A droite, ç'a longtemps été l'inverse : les partis n'existaient pas trop, ils étaient au service du gouvernement, et comme depuis 1958-1962 le Parlement

n'est plus grand chose, c'est le président qui fait tout.

A propos des résultats, je suis tout à fait d'accord avec Michaela : pourquoi la CDU a-t-elle si sensiblement baissé ? Parce que d'une certaine façon, ces élections parlementaires ont été de semi-élections présidentielles. Et qu'évidemment, Olaf Scholz était voulu comme chancelier par bien plus d'Allemands qu'Armin Laschet. A propos de la fabrication des coalitions, je trouve absolument inconvenant ce que j'entends en France : « *ce n'est pas démocratique, car les gens ont voté et à présent les partis font ce qui leur chante dans leur coin, c'est beaucoup mieux en France* ». Une autre attaque contre la démocratie représentative, ce n'est absolument pas beaucoup mieux en France. Ici, quelqu'un qui représente 20 à 25% des suffrages exprimés dispose, par le jeu combiné du mode de scrutin et du calendrier parlementaire, de 100% du pouvoir. Personnellement, je ne parviens pas à trouver cela plus démocratique ...

A propos de l'avenir, et de ce dont cette coalition sera faite, le meilleur comme le pire sont possibles. Le meilleur si l'on s'aperçoit que les Verts reprennent l'héritage de Joschka Fischer et insistent sur la géopolitique, tout en étant un peu plus keynésiens du point de vue économique, si les socio-démocrates prennent conscience de la nécessité de transformer la *next generation* en une véritable politique économique commune, et si l'urgence climatique conduit tout le monde à des positions plus réalistes à propos du nucléaire. Le pire si la coalition incarne le refus libéral d'une politique économique de transfert budgétaire, le refus social-démocrate d'une Europe ayant des responsabilités géopolitiques, et le refus Vert du nucléaire. C'est en cela que la présidence française de l'UE est hypothéquée : le prochain mix politique allemand sera-t-il compatible avec le nôtre ?